

MARC-ANTOINE EYL-MAZZEGA

Directeur du Centre Énergie et Climat de l'Ifri

Je suis ravi de vous apporter un résumé des discussions que nous avons eues dans un panel qui semblait un peu étrange au départ, alliant l'énergie, le climat, l'environnement, la durabilité et la sécurité de la chaîne alimentaire. Néanmoins, ce panel a montré que ces problèmes sont finalement intimement liés et le seront de plus en plus à mesure que nous avançons. Nous avons commencé par un état des lieux après les multiples crises de l'énergie et de la chaîne logistique que le monde connaît à l'heure actuelle. C'est évidemment une très bonne nouvelle pour les producteurs et exportateurs de pétrole mais cela devient un fardeau grandissant pour les importateurs et crée un énorme nuage sur la communauté internationale avec des prix du gaz qui s'envolent et des prix de l'électricité en augmentation, d'énormes crises d'approvisionnement dans la chaîne logistique, ce qui va de plus en plus affecter les industries et la consommation. Cela va également probablement affecter le rythme de la reprise mondiale, non seulement en matière d'inflation mais très concrètement quant à la possibilité d'augmenter la consommation et les marchandises. Les événements récents en Chine restent dans tous les esprits. Nous commençons à peine à en voir les conséquences. La Chine a dû réduire l'accès à l'électricité dans un certain nombre de ses usines. Elles sont confrontées à une pénurie de charbon et des prix très élevés ; il n'y a pas assez d'électricité disponible et c'est le monde auquel nous faisons face à l'heure actuelle. Je pense que cela complète bien les points soulevés ici.

Nous avons eu le plaisir d'avoir un aperçu du futur du système énergétique d'ici 2050 par TotalEnergies alors que le monde accélère sa décarbonisation. Un élément frappant qui peut être intéressant est que, d'après l'exposé de TotalEnergies, le pic de demande du pétrole se produira avant 2030 mais il ne faut pas attendre une décroissance linéaire vers une chute brutale de la demande en pétrole. Elle ne sera pas linéaire mais probablement très lente dans les 10 premières années, suivie d'un déclin inégal. Bien sûr, cela soulève des questions, en particulier ici, dans cette région, pour savoir si les investissements en pétrole brut sont encore nécessaires pour maintenir une production de pétrole constante. Il faut savoir que pour compenser l'épuisement naturel des réserves de pétrole à environ 3 % annuel, un lourd investissement annuel est nécessaire pour conserver une production de pétrole constante. C'est pourquoi nous avons insisté sur l'importance de l'investissement dans le pétrole. Je pense que la discussion a également abordé le fait que nous sommes à présent entre deux mondes : l'ancien monde et un nouveau monde sans carbone qui est toujours inégal et incertain. Néanmoins, cette période de transition sera accompagnée de réajustements, d'espaces libres etc. et générera probablement beaucoup de déséquilibres, notamment dans le marché du pétrole et probablement le marché du gaz dans les années à venir.

Nous avons également abordé les méthodes par lesquelles une entreprise qui était un acteur majeur du pétrole et est maintenant un acteur majeur de l'énergie et un leader pétrolier responsable adapte et ajuste sa stratégie. TotalEnergies a expliqué que sur un total d'investissement de 50 milliards d'euros par an, 50 % sont consacrés à des solutions énergétiques pauvres en carbone, ce qui est assez impressionnant.

La discussion est ensuite passée à la sécurité alimentaire et aux systèmes alimentaires durables. Nous avons entendu une présentation absolument passionnante de la part de la nouvelle ministre de l'Environnement et du Changement climatique des Émirats arabes unis, Mariam Al Mheiri. C'était absolument fascinant car le problème fondamental dans ce pays est la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, contrairement à l'Europe dont la principale préoccupation est la sécurité d'approvisionnement énergétique. Je pense que nous avons eu une présentation très intéressante sur la stratégie de ce pays, comment il gère le fait que la quasi-totalité de ses marchandises alimentaires sont importées. Par conséquent, il est vulnérable aux perturbations de la chaîne logistique. La stratégie semble très complète avec de nettes avancées déjà accomplies, certaines fondées sur de nouvelles technologies comme le séquençage génétiques des graines, l'amélioration de la gestion de l'eau et de sa disponibilité par des technologies durables. Une vallée de la technologie alimentaire est en cours de développement avec une nouvelle classe d'entrepreneurs des technologies agricoles dans ce pays. C'est assez impressionnant et l'un des résultats est qu'il n'y a pas eu de pénurie alimentaire pendant la crise du Covid malgré les problèmes de chaîne logistique de marchandises et de valeurs au niveau mondial que nous avons tous vus.

Nous avons ensuite abordé deux problèmes urgents de la sécurité alimentaire. De façon globale, la sécurité alimentaire reste un grave problème et nous avons vu un sérieux recul dans notre capacité à avancer les ODD au niveau mondial et en particulier, nourrir toute la planète. Cela devrait être un problème majeur présent à l'esprit de tous les décideurs politiques du monde. Notre discussion a mis en avant deux certitudes. Premièrement, on ne peut avoir de développement économique, de stabilité et d'industrialisation sans régler les problèmes de sécurité alimentaire. Deuxièmement, si nous devons nourrir une population toujours grandissante, alors il faut regarder à nouveau du côté des OGM, mais également construire une agriculture plus résiliente pour faire face aux défis du changement climatique.

Un autre problème brûlant qui concerne davantage l'Europe mais qui va progressivement s'étendre au reste du monde, est la sécurité de l'électricité. À un moment où les énergies renouvelables sont intégrées dans le réseau et où les atouts énergétiques existants sont progressivement abandonnés, le charbon, le nucléaire dans certains pays, ce qui n'a aucun sens d'un point de vue du changement climatique mais qui est manifestement une victoire idéologique pour certains, ce dont on a besoin ici, ce sont de nouvelles réglementations, des signaux de prix à long terme favorables à l'investissement et à des modèles d'entreprises pour apporter la flexibilité dans le réseau. Ici, évidemment, il y a également de l'espace pour plus de discussion, pas seulement en Europe mais dans d'autres pays du monde qui font le pari des énergies renouvelables. Je pense que cette région pourrait être un cas intéressant à cet égard.

Nous avons également parlé de la COP 26. La bonne nouvelle, c'est que les EAU, nos hôtes, ont soumis une deuxième contribution déterminée au niveau national, ce que je pense mérite



des félicitations en particulier quand on sait qu'un certain nombre d'économies de l'OCDE n'ont fait aucun effort au-delà des soumissions CDN en 2015. Je pense ici à l'Australie en particulier. Nous avons discuté des mesures pour économiser le CO2 rapidement et nous avons clairement identifié que le véritable ennemi auquel nous faisons face est le charbon. Je pense que le message-clé est qu'arrêter le financement du charbon est un premier pas parmi de nombreux autres qui doivent suivre, y compris l'élimination de la production d'énergie carbone, non seulement dans les pays développés d'Occident, en Europe, en Allemagne, aux États-Unis, mais également dans certains pays émergents, comme l'Afrique du Sud par exemple, ou l'Indonésie, etc.

Un dernier point pour finir, il est important de se souvenir que le gaz est probablement une énergie de transition. Il est à tort identifié comme un ennemi en Europe, mais il est nécessaire pour la flexibilité des systèmes énergétiques. Bien sûr, les prix sont élevés à l'heure actuelle, mais l'attention devrait porter sur la réduction des émissions fugitives de méthane qui sont très néfastes et participent au réchauffement climatique.

Je vais m'arrêter là. Merci pour votre attention.